Nations Unies A/65/842

Assemblée générale

Distr. générale
17 mai 2011
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session
Point 20 de l'ordre du jour
Développement durable

Lettre datée du 16 mai 2011, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte intitulé « Les ressources en eau sont le fondement du développement durable et du progrès », qui décrit les mesures prises par la République d'Ouzbékistan en faveur d'une utilisation rationnelle des ressources en eau de l'Asie centrale, et rend compte des travaux de la Conférence internationale intitulée « Vers le sixième Forum mondial de l'eau : une action commune en faveur de la sécurité de l'approvisionnement en eau », qui s'est tenue à Tachkent les 12 et 13 mai 2011, avec l'appui du Conseil mondial de l'eau, dans le cadre des préparatifs menés en vue du prochain Forum mondial de l'eau, qui doit avoir lieu à Marseille (France) en mars 2012.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 20 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent
de la République d'Ouzbékistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Murad **Askarov**

11-34439 (F) 240511 260511

Merci de recycler

Annexe à la lettre datée du 16 mai 2011 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : russe]

Les ressources en eau sont le fondement du développement durable et du progrès

La Conférence internationale intitulée « Vers le sixième Forum mondial de l'eau : une action commune en faveur de la sécurité de l'approvisionnement en eau » s'est tenue les 12 et 13 mai 2011 à Tachkent, avec l'appui du Conseil mondial de l'eau, dans le cadre des préparatifs menés en vue du prochain Forum mondial de l'eau, qui doit avoir lieu à Marseille –France) en mars 2012.

La question de la préservation de l'environnement et de ses ressources, dont l'eau est l'une des plus importantes, a pris dernièrement une dimension particulière. Le problème de l'approvisionnement en eau, essentiel pour la population comme pour l'activité économique, préoccupe l'ensemble de la communauté internationale. À l'heure actuelle, d'après les données officielles, plus d'un milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable. Cette situation risque de s'aggraver, car sous l'effet d'une croissance démographique constante et des changements climatiques, le déficit des ressources en eau ne peut que se creuser.

Les problèmes écologiques de l'Asie centrale, liés à l'assèchement de la mer d'Aral, sont bien connus de tous. Pourtant, cette triste expérience n'a pas servi de leçon à tout le monde. La volonté de certains de construire des barrages géants sur les fleuves transfrontières ou de mettre les ouvrages hydrauliques existants ou en construction en régime de production d'énergie suscite, à juste titre, l'inquiétude d'une grande majorité de la population de la région. Comme l'a souligné le Président Islam Karimov dans la déclaration qu'il a faite à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, en septembre 2010, ces mesures risquent d'avoir des conséquences néfastes sur la vie des millions d'habitants de la région, et même à l'échelle planétaire.

La Conférence internationale de Tachkent, étape importante des préparatifs du Forum mondial de l'eau, a réuni plus de 350 participants – experts, scientifiques de renom, écologistes, spécialistes de la gestion des eaux de 32 pays, représentants d'une trentaine de grandes organisations internationales et institutions financières, dont l'ONU et ses institutions spécialisées, le Conseil mondial de l'eau, le Partenariat mondial pour l'eau, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Commission économique pour l'Europe, le Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral, United States Agency for International Development, la Commission internationale des irrigations et du drainage, la Commission internationale des grands barrages et d'autres.

Dans son allocution, le Président de la République d'Ouzbékistan, Islam Karimov, a exposé aux conférenciers la position fondamentale de son pays face aux problèmes posés par l'exploitation rationnelle des eaux des fleuves transfrontières de la région, qui subviennent depuis toujours aux besoins vitaux de plus de 50 millions d'habitants des six États de la région. Il a proposé aux participants de la

Conférence de créer un mécanisme de coopération régionale efficace, qui garantisse que les fleuves transfrontières seront exploités dans le respect des normes et des règles reconnues sur le plan international, au nom de l'égalité, du bénéfice mutuel et de l'équité de toutes les parties prenantes, compte tenu de l'importance cruciale que revêt cette question pour les habitants de la région.

Le Président a souligné que l'humanité avait une mission importante à accomplir : protéger la nature pour les générations présentes et futures, la préserver contre ce qui risque de détériorer les conditions de vie de la population et de déstabiliser un système de gestion de l'environnement qui se met en place. Le temps de l'exploitation incontrôlée des richesses naturelles est révolu : le Président de l'Ouzbékistan l'a déclaré à maintes reprises lors de réunions internationales du plus haut niveau, invitant la communauté internationale à se mobiliser en faveur de la défense de l'environnement, et notamment pour surmonter les conséquences de la crise écologique de la mer d'Aral. S'adressant aux participants de la Conférence de Tachkent, il a de nouveau souligné que la question de l'exploitation rationnelle et équitable des ressources en eau de la région avait pris une importance vitale.

L'Ouzbékistan s'intéresse de près à l'idée de généraliser la gestion intégrée des ressources en eau. Il modernise ses réseaux d'irrigation, perfectionne son système de mesure de la prise d'eau et mène une campagne active d'information auprès des producteurs et de la population, qu'il incite à économiser l'eau au moyen de stimulants économiques. Toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre des réformes à grande échelle que le pays mène depuis les premières années de son indépendance, au nom du bien-être des générations présentes et futures. Les experts étrangers participant à la Conférence ont noté que l'Ouzbékistan montrait l'exemple en prônant une exploitation rationnelle et parcimonieuse des ressources naturelles et un développement économique et social efficace, progressif et cohérent.

Les questions abordées à la Conférence sont celles qui figurent à l'ordre du jour du sixième Forum mondial de l'eau, dont le thème est « De l'objectif aux solutions ». Chacun des points correspondant à une question prioritaire pour la région de l'Asie centrale dans le domaine de la conservation et de l'exploitation des ressources en eau a fait l'objet d'une table ronde. Ainsi, le programme de la Conférence prévoyait, en plus des séances plénières, sept tables rondes sur des thèmes essentiels revêtant une importance particulière pour la région de l'Asie centrale. Deux d'entre elles, « Garantir l'accès à l'eau pour les générations futures » et « Assurer la stabilité de l'approvisionnement en eau destinée à la consommation », se sont tenues le premier jour.

Le temps de l'eau « facile » est révolu, a déclaré le Président du Conseil mondial de l'eau, Loïc Fauchon, dans une allocution filmée adressée aux conférenciers. L'humanité est entrée dans une nouvelle ère, celle de l'utilisation collective de l'eau. Il a noté que le rapport de l'homme à la nature changeait dans le sens d'une plus grande prudence. Les efforts de quelques pays, dont ceux de l'Asie centrale, ouvrent la voie à une gestion plus responsable des ressources en eau et à leur utilisation collective et raisonnable. L'ONU a proclamé le droit de chaque être humain d'avoir accès à l'eau, qui est un droit vital et inaliénable. L'eau doit être partagée de façon équitable entre les pays, et entre l'homme et la nature. Les peuples d'Asie centrale ont une tradition très riche dans le domaine de l'exploitation des ressources en eau, et leur expérience est très précieuse pour résoudre les problèmes liés à l'eau qui se posent partout dans le monde.

Le Forum mondial de l'eau a lieu tous les trois ans depuis 1997. C'est la rencontre internationale la plus importante consacrée à l'état des lieux, à la conservation et à l'utilisation des ressources en eau de la planète. Le thème du sixième Forum mondial de l'eau, qui se tiendra en 2012, est « De l'objectif aux solutions ». Sur les 12 points de son ordre du jour, les six plus importants pour la région de l'Asie centrale sont les suivants : la garantie de l'accès à l'eau et le droit à l'eau; l'eau, facteur de coopération et de paix; la gestion intégrée des ressources en eau, clef d'une utilisation multilatérale équilibrée; la sécurité de l'approvisionnement; l'amélioration de la qualité de l'eau et des écosystèmes; l'adaptation aux changements climatiques et planétaires dans un monde en pleine urbanisation. La priorité pour la région de l'Asie centrale est d'organiser la gestion des eaux transfrontières en se fondant sur le droit international, de généraliser la gestion intégrée des ressources en eau et d'engager des réformes en prenant en compte les besoins de l'agriculture, notamment l'irrigation.

Pour le Chef du Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, Miroslav Jenča, le développement social et économique des peuples d'Asie centrale repose depuis toujours sur les deux fleuves transfrontières de la région, l'Amou-Daria et le Syr-Daria, qui contribuent à la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire. D'où la nécessité de gérer et de préserver les ressources en eau de manière efficace, rationnelle et responsable, et d'agir collectivement, dans le cadre de la coopération régionale. L'ONU continue de s'associer aux efforts déployés par les pays de la région pour trouver une solution concertée aux problèmes du bassin de la mer d'Aral et élaborer un mécanisme régissant tous les aspects de l'exploitation de ses ressources en eau, qui soit acceptable par tous et tienne compte des intérêts de tous les États d'Asie centrale. Si les instruments juridiques de l'ONU constituent une base solide pour le règlement de ces problèmes, la gestion de l'eau et de l'énergie dans la région reste néanmoins une question très complexe.

Depuis les premières années de son indépendance, l'Ouzbékistan a eu à cœur de mieux protéger l'environnement et la santé publique et d'améliorer la situation écologique non seulement dans le pays, mais dans l'ensemble de l'Asie centrale, notamment de mieux gérer les ressources en eau et d'inciter à les économiser. Ce domaine d'action est devenu un des axes les plus importants de la politique sociale des pouvoirs publics, qui mènent des réformes de manière progressive et cohérente. Cette politique a porté ses fruits : la stabilité macroéconomique et sociale qui règne dans le pays, sa croissance économique régulière et l'augmentation des revenus de sa population en sont la preuve éclatante.

L'Ouzbékistan a élaboré une législation nationale relative à la protection de l'environnement qui est pleinement conforme aux normes internationales, et il la perfectionne progressivement. Il met en œuvre des programmes gouvernementaux et des plans d'action nationaux ciblés. La République d'Ouzbékistan s'est associée à tous les textes internationaux fondamentaux relatifs à la défense de l'environnement et au développement durable, en particulier à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux de 1992, et à d'autres instruments juridiques internationaux relatifs à l'exploitation des eaux transfrontières.

Si tout le monde, aujourd'hui, a entendu parler de la catastrophe écologique de la mer d'Aral, c'est avant tout grâce à l'action politique que l'Ouzbékistan a menée

pour venir à bout de ses conséquences. Dans de nombreuses réunions internationales du plus haut niveau, le Président de l'Ouzbékistan a appelé l'attention de la communauté internationale sur la nécessité de prendre des mesures à l'échelle mondiale pour remédier à ce problème. Sur son initiative, une série de déclarations ont été signées, le Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral a été créé, de grandes conférences internationales ont été organisées sur ce thème, notamment la Conférence intitulée « Le règlement des problèmes écologiques transfrontières de l'Asie centrale passe par la mise en œuvre de mécanismes juridiques internationaux », en novembre 2010. Les travaux de cette conférence ont débouché sur l'adoption de la Déclaration de Tachkent sur l'environnement, qui dispose que les États de la région doivent tout mettre en œuvre pour établir une coopération transfrontière dans le respect des grands textes du droit international qui définissent les principes fondamentaux de l'exploitation des fleuves transfrontières, afin d'éviter de faire du tort aux autres États situés dans le bassin de ces fleuves.

C'est justement l'Ouzbékistan qui a eu l'idée d'élaborer et de mettre en œuvre, dans le cadre du Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral, le programme d'aide à la région du bassin de la mer d'Aral, dont deux phases sont déjà réalisées. Lors de la rencontre des chefs d'État à l'origine de la création du Fonds, en avril 2009, le Président Islam Karimov a présenté la troisième phase de ce programme, dont la réalisation est prévue entre 2011 et 2015.

Les participants de la Conférence intitulée « Vers le sixième Forum mondial de l'eau : une action commune en faveur de la sécurité de l'approvisionnement en eau » ont noté que l'Ouzbékistan menait un travail colossal en faveur de la conservation et de l'utilisation rationnelle des ressources en eau. Dans le cadre des grandes réformes en cours dans le pays, des associations d'usagers des ressources en eau se sont créées dans le secteur agricole, et les plantations de coton ont été considérablement réduites – à 25 % de la surface irriguée du pays. Malgré le développement intensif de l'économie nationale, la quantité d'eau puisée dans les fleuves a diminué, passant de 63 à 52 kilomètres cubes depuis les années 90. Au cours des dernières années, plus d'un milliard de dollars ont été investis pour améliorer la bonification des terres. Ainsi, près de 740 000 hectares de terres irriguées ont été améliorées : les réseaux de collecte et de drainage ont été reconstruits et assainis, un plan d'affectation des sols a été élaboré et des moyens techniques indispensables ont été acquis. Pour résoudre le problème du manque d'eau, l'Ouzbékistan adopte à grande échelle les solutions les plus modernes, notamment la gestion intégrée des ressources en eau. Par exemple, grâce à la réalisation d'un seul de ces projets, la prise d'eau globale dans le système du canal sud de Ferghana a diminué de plus de 20 %. Aujourd'hui, plus de 250 000 hectares de terres irriguées bénéficient de la gestion intégrée des ressources en eau.

Le recteur de l'Université publique moscovite de gestion de l'environnement, Dmitri Kozlov, a noté que, depuis des temps immémoriaux, les peuples d'Asie centrale considéraient l'eau comme une source de vie. À l'heure actuelle, de nombreux pays tirent les leçons et s'inspirent de l'expérience de l'Ouzbékistan dans le domaine de la bonification, de la préservation des ressources en eau et de leur exploitation rationnelle. S'exprimant au nom du Réseau des organismes de bassin de l'Europe de l'Est, du Caucase et de l'Asie centrale, l'intervenant a remercié vivement le Président Islam Karimov de l'intérêt qu'il ne cessait de porter aux problèmes écologiques et de la politique mûrement réfléchie et pondérée qu'il

mettait en œuvre pour remédier au problème complexe qui se dessine dans la région en ce qui concerne l'exploitation des eaux des fleuves transfrontières.

Le Coordonnateur régional du processus régional européen chargé de la préparation du Forum mondial de l'eau et Directeur exécutif du Réseau international des organismes de bassin, Jean-François Donzier (France), estime que la Conférence de Tachkent, qui réunit toutes les parties intéressées, est essentielle pour trouver des solutions efficaces et concrètes dans le domaine de l'utilisation collective des ressources en eau. L'Asie centrale connaît de graves problèmes d'approvisionnement en eau. Heureusement, l'action menée pour les surmonter se déroule dans la plus grande transparence.

Dans leurs interventions, les experts étrangers ont souligné, en particulier, que l'action d'un seul État, l'Ouzbékistan, même menée à grande échelle, ne pouvait pas suffire à régler le problème de la conservation et de l'utilisation rationnelle des ressources hydriques limitées de l'Asie centrale. Il est indispensable d'adopter une stratégie intégrée tenant compte des intérêts de tous les pays et de tous les peuples de la région. L'Ouzbékistan en montre l'exemple.

À cet égard, il est très préoccupant que des pays situés en amont des grands fleuves de la région (l'Amou-Daria et le Syr-Daria) tentent d'exploiter les eaux transfrontières au mépris des normes internationales en vigueur. Les intervenants ont souligné que les questions liées à l'utilisation équitable des ressources en eau de l'Asie centrale avaient un retentissement important au sein de la communauté mondiale. L'édification de grands ouvrages hydrauliques, tels que de gigantesques barrages, en amont des deux fleuves, risque de causer des dommages irrémédiables à l'ensemble de l'écosystème de la région et d'entraîner des catastrophes industrielles, écologiques, sociales et humanitaires. Ces projets ont été conçus il y a plus de 40 ans et sont devenus, depuis longtemps, techniquement obsolètes. Le plus grave, c'est qu'ils n'ont pas pris en compte la forte sismicité de la zone, qui présente des risques de séisme de magnitude 8 à 9. De fait, en 110 ans, plus d'une vingtaine de grands tremblements de terre y sont survenus. Par exemple, le barrage de Rogoun, au Tadjikistan, devrait être le plus haut du monde : 335 mètres. Sa construction risque de provoquer un puissant tremblement de terre, ce qui fait peser une menace considérable sur la vie de la population.

De plus, d'après les calculs d'experts indépendants, si ces barrages rompent, les eaux risquent d'inonder jusqu'à 1,5 million d'hectares de terres et plus de 700 zones habitées sur les territoires du Tadjikistan, de l'Afghanistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, où vivent environ 5 millions de personnes. Lorsque le réservoir de Rogoun sera mis en régime de production d'énergie, le déficit en eau, en période de croissance de la végétation, risque d'augmenter de plus de 22 % en moyenne et, les années sèches, de doubler. D'où le risque de sécheresses, d'apparition d'immenses étendues désertiques et, l'hiver, d'inondation des terres cultivables et des zones habitées. Par conséquent, les participants de la Conférence ont souligné que la réalisation de projets de ce type risquait fort de provoquer une nouvelle catastrophe écologique, d'une bien plus grande ampleur que la crise de la mer d'Aral.

L'Ouzbékistan estime qu'il faut que des projets de ce type fassent l'objet d'une évaluation écologique et technique obligatoire réalisée par des experts internationaux indépendants capables d'établir précisément leur conformité avec les principes et les normes du droit international relatif à l'exploitation des cours d'eau

transfrontières, et de faire connaître tous les risques possibles de leur réalisation pour la population, l'économie et les écosystèmes de tous les pays situés dans le bassin des fleuves concernés.

Dans le cadre d'un débat ouvert et constructif, les participants de la Conférence ont examiné tous les aspects des problèmes qui se posent pour la région dans le domaine de la sécurité et de la stabilité de l'approvisionnement en eau pour toutes les sphères de l'activité humaine et l'environnement, compte tenu des changements climatiques en cours et des dégâts causés par l'activité industrielle dans le bassin situé entre l'Amou-Daria et le Syr-Daria. À l'issue de ce débat, les conférenciers ont adopté un document final scellant leur accord sur les points de l'ordre du jour du sixième Forum mondial de l'eau les plus importants pour la région.

Dans ce document, ils estiment qu'il est nécessaire que tous les pays de la région adoptent et observent strictement les normes et les principes du droit international relatif à l'eau, qui disposent que tout État doit exploiter les eaux des fleuves transfrontières qui passent sur son territoire en veillant à ne pas porter préjudice aux autres États qu'ils traversent, et ne peut construire d'ouvrages hydrauliques sur les fleuves transfrontières qu'à condition d'avoir obtenu l'avis favorable d'experts internationaux indépendants et l'accord des pays situés en aval.

Ils soulignent également qu'il importe que les États de la région resserrent leurs liens de coopération afin d'améliorer l'efficacité de la gestion et de l'exploitation collectives des eaux transfrontières et de l'infrastructure, de renforcer la stabilité de l'approvisionnement en eau et d'adopter des techniques innovantes.

Enfin, dans leur document final, les conférenciers demandent à la communauté internationale et aux participants du sixième Forum mondial de l'eau de contribuer à promouvoir les principes de la croissance durable et de la préservation de l'équilibre écologique dans la région de l'Asie centrale.